



# CAP

CONVERGENCE . ANIMAUX . POLITIQUE

**DÉJÀ SIX ANS D'ACTION POLITIQUE  
POUR LES ANIMAUX**

---

Juin 2023

## Deuxième quinquennat : où en sommes-nous ?

### Une configuration plutôt favorable à l'Assemblée nationale.

Les élections législatives de l'année dernière nous ont été plutôt profitables. Si nous avons perdu un certain nombre de députés engagés à nos côtés, nous en avons gagné beaucoup d'autres. Au-delà des dynamiques individuelles, les partis les plus favorables aux animaux en tant que forces politiques ont gagné des sièges et donc en importance dans l'arène politique. Le fait qu'un parti comme Europe Écologie Les Verts ait à nouveau un groupe à l'Assemblée nationale en est une illustration, qui nous offre chaque année une occasion supplémentaire de mettre à l'ordre du jour de cette chambre un texte favorable aux animaux. Nous l'avons d'ailleurs vu à l'occasion de leur première niche, qui a réservé deux places à des textes allant dans le sens des demandes prioritaires des partenaires de CAP. **De manière générale, nous constatons un intérêt toujours plus fort des parlementaires pour la condition animale**, qui se traduit notamment par un nombre croissant de prises de contact à leur initiative. Cette tendance témoigne de la légitimité acquise par CAP, qui nous permet également d'avoir un meilleur accès à l'exécutif. En effet, nos relations avec les ministères se sont intensifiées cette année.

### Un équilibre politique incertain, dont il nous appartient de tirer profit.

La conjoncture actuelle est complexe : d'un côté, la réforme des retraites a laissé des traces, et créé une instabilité qui laisse planer le spectre d'une éventuelle dissolution dans les mois ou années à venir, qui pourrait bousculer les calculs politiques. De l'autre, elle a aussi généré un mécontentement du côté des élus de la majorité et de ses formations alliées. Cela pourrait entraîner une plus grande prise de liberté de leur part, dont certains sont favorables à nos revendications, et aussi pousser le gouvernement à laisser ces parlementaires avancer sur certains sujets, dont les nôtres. Comme toujours, il nous appartiendra d'être vigilants et d'anticiper ces changements macropolitiques, tout en tirant profit des opportunités qu'ils représenteront.

### Le contexte européen va compter.

Par ailleurs, **l'Union européenne sera au cœur de notre action cette année**. Les élections européennes de 2024 seront l'occasion de faire vivre le débat national autour des questions qui nous concernent, et peut-être de « conquérir » de nouveaux positionnements favorables des différentes forces politiques, comme ce fut le cas en 2022. Mais surtout, **l'agenda européen des prochains mois fait la part belle aux problématiques plus ou moins directement liées à la condition animale**, que ce soit sur l'expérimentation (révision REACH) ou sur les conditions d'élevage (révision bien-être animal). Cela nous amène à penser notre action nationale dans ce contexte, notamment en tentant d'influer sur le positionnement de la France au niveau supranational.

**Nous ne sommes qu'au début du quinquennat, mais il faut déjà penser la suite !**

Notre action s'inscrit dans le temps long. Ainsi, sur certaines questions, nous préparons d'ores et déjà le terrain pour des victoires sur le quinquennat suivant. Concernant les sujets liés à la chasse par exemple, nous savons que le gouvernement actuel bloquera un maximum d'initiatives, mais **il nous appartient collectivement de nous fixer des objectifs atteignables à court terme, tout en faisant vivre le débat politique autour des sujets moins directement accessibles**. Nos victoires à court terme sont d'ailleurs un moyen à cette fin. Nous sentons le vent tourner, et le soutien inconditionnel du Président actuel aux chasseurs semble cacher un relatif rééquilibrage du rapport de force en notre faveur. À nous d'accentuer ce mouvement !

Melvin Josse, fondateur et directeur de Convergence Animaux Politique



# CAP, c'est quoi ?

Depuis 2017, notre association à but non lucratif s'est donnée pour mission d'**intégrer la protection des animaux et de leur environnement dans la loi**, grâce à une action politique efficace et coordonnée.

## Notre mission se décline en 3 axes d'action :



**Sensibiliser et mobiliser l'ensemble des décideurs politiques** en faveur de la cause animale. Notre action de plaidoyer vise à identifier et créer des opportunités législatives, en favorisant la collaboration entre les ONG et les décideurs politiques.



**Accompagner et coordonner nos 25 ONG partenaires** dans leurs démarches de plaidoyers, en favorisant l'émergence d'actions collectives et la formulation de demandes politiques communes, cohérentes et audibles.



**Créer et renforcer les liens entre les acteurs politiques et associatifs.** Nous avons constitué ces dernières années un réseau d'alliés politiques à l'écoute des ONG : nous créons des opportunités de rencontre et d'échanges réguliers.



“En tant qu'association, on a vraiment besoin de rencontrer des parlementaires, pour proposer des lois, pour les voter, pour porter nos revendications dans le débat politique, pour interpellier, questionner le gouvernement. Les politiques, eux, ont besoin d'arguments, de notre expertise.”

“CAP nous fournit la manière d'aborder ces politiques, d'échanger avec eux, nous fournit des outils également et des opportunités, un cadre comme lors des rencontres CAP, où l'on peut effectivement discuter avec eux.”

Sophie Maffre-Baugé - Présidente du COLBAC

# Nos méthodes d'action



**Rencontrer les décideurs politiques** en tant que relais des ONG partenaires, et défendre leurs demandes lors des rendez-vous et par le biais de la newsletter mensuelle et d'autres communications adressées aux parlementaires.



**Proposer et accompagner des actions spécifiques** (questions au gouvernement, propositions de loi, amendements, auditions, etc.) ou collectives (tribunes, campagnes de communication) pour nos ONG partenaires.



**Organiser des événements thématiques** qui rassemblent les ONG partenaires et les parlementaires. Ces temps forts consolident les relations entre les différentes parties prenantes de CAP et permettent aux ONG d'échanger avec les décideurs politiques de manière informelle.









**Soutenir nos ONG partenaires dans leurs démarches de plaidoyer** au travers de conseils, de formations, d'outils mis à leur disposition (cartographie, veille politique) et d'un suivi personnalisé à la demande. Grâce à notre expertise institutionnelle et politique, nous déployons pour toutes nos ONG partenaires un ensemble de moyens d'actions ciblés, adaptés aux objectifs stratégiques définis et à leur budget.

“Je crois qu'il y a une dimension importante, et CAP y contribue, c'est de faire en sorte que les hommes politiques, les femmes politiques, puissent avoir ce lien permanent avec les associations, avec leurs argumentaires, et surtout, leurs expériences.”

Olivier Falorni - député

# Les sujets que nous portons

CAP n'a pas de revendication propre, elle porte les demandes de ses ONG partenaires couvrant l'ensemble des sujets relatifs à la condition animale :

-  Élevage et alimentation
-  Animaux sauvages et biodiversité
-  Expérimentation animale
-  Animaux de compagnie
-  Captivité et corrida
-  Éducation, droit et gouvernance

Notre expertise réside dans la stratégie de défense de ces demandes, basée sur notre connaissance du milieu institutionnel et sur notre travail relationnel.



# L'équipe CAP



**Melvin Josse**  
Directeur



**Milton Federici**  
Responsable des affaires publiques



**Hugo Marro-Menotti**  
Responsable plaidoyer et juridique



**Charlotte Clabaut**  
Responsable financement et développement



**Juliette Parade**  
Chargée des opérations et de la communication



## L'année 6 en chiffres



25

ONG  
partenaires



60

rendez-vous



3

Événements



47

Amendements  
déposés



20

QE  
déposées



15

PPL  
accompagnées



2

Initiatives  
collectives



2

Formations  
aux ONG

### Retour sur nos 10 actions phares de l'année :

1. Adoption à l'Assemblée nationale d'une proposition de loi sur les colliers coercitifs
2. Mise à l'ordre du jour de la proposition de loi contre la corrida
3. Adoption d'un amendement visant à interdire l'utilisation d'animaux sauvages par les influenceurs
4. Proposition de loi et questions au gouvernement sur la chasse aux trophées
5. Mise à l'ordre du jour de deux textes durant la niche parlementaire Écologiste - NUPES à l'Assemblée nationale
6. Projet Loi Finances : 26 amendements déposés
7. Participation aux réunions ministérielles sur la loi d'orientation et d'avenir agricoles
8. Organisation de 3 Rencontres CAP entre ONG et parlementaires
9. Dépôt d'une proposition de résolution européenne sur l'expérimentation animale
10. Réseau CAP municipal : 5 rencontres thématiques entre élus locaux et ONG

### 1. Adoption à l'Assemblée nationale d'une proposition de loi sur les colliers coercitifs.

Nous avons accompagné la députée Corinne Vignon de la rédaction au dépôt d'une proposition de loi visant à interdire l'utilisation de colliers étrangleurs et électriques sur les chiens et les chats, aux côtés de trois de nos partenaires (APRAD, Le Chien Mon Ami et Défense de l'animal). Quatorze amendements ont été déposés pour enrichir le texte. La proposition a été votée à la quasi-unanimité en première lecture.



### 2. Mise à l'ordre du jour de la proposition de loi contre la corrida.

Cet automne, nous avons accompagné le député Aymeric Caron dans le cadre de sa proposition de loi pour interdire la corrida. Nous avons mobilisé 34 ONG pour demander à l'ensemble des députés du groupe de prioriser le texte afin de permettre un débat à l'Assemblée. Celui-ci est ainsi passé de la quatrième à la seconde place. Le débat n'a malheureusement pas pu avoir lieu du fait de l'obstruction réalisée par certains parlementaires. CAP et ses ONG partenaires restent mobilisées et accompagnent désormais deux sénateurs sur des textes visant à interdire l'accès des corridas aux mineurs.



### 3. Adoption d'un amendement visant à interdire l'utilisation d'animaux sauvages par les influenceurs.

Nous avons obtenu une victoire au Parlement en interdisant aux influenceurs d'interagir et de se mettre en scène avec des animaux sauvages pour la création de contenus sur les réseaux sociaux, demande que nous portions pour AVES France. Via un amendement déposé par les sénateurs LR Arnaud Bazin et Céline Boulay-Espéronnier, nous avons pu acter l'interdiction de cette maltraitance qui alimente le trafic d'espèces, la reproduction d'animaux en captivité – les petits étant plus dociles et appréciés sur les réseaux –, des conditions de détention indignes et l'abandon de ces animaux, considérés comme de simples machines à vues.

### 4. Proposition de loi et questions au gouvernement sur la chasse aux trophées.

En défense des demandes de notre partenaire Humane Society International / Europe, nous avons, tout au long de l'année, sensibilisé les parlementaires à l'interdiction de l'importation de trophées de chasse de certaines espèces menacées. Ces échanges ont mené au dépôt par la sénatrice Céline Boulay-Espéronnier d'une proposition de loi en ce sens. Les députés Corinne Vignon (RE), Vincent Ledoux (RE), Eva Sas (ECO), Olivier Falorni (DEM) et Anne Stambach-Terreiro (LFI) ont eux déposés des questions écrites au gouvernement.

### 5. Mise à l'ordre du jour de deux textes durant la niche parlementaire Écologiste - NUPES à l'Assemblée nationale.

CAP a mené un travail de plusieurs mois pour obtenir l'inscription à l'ordre du jour de deux textes en lien avec la condition animale au sein de la niche parlementaire du groupe Écologiste - NUPES. Le député Charles Fournier a déposé une proposition de loi pour le dimanche sans chasse, à laquelle nous avons demandé et obtenu l'ajout de l'interdiction du déterrage et de la chasse à courre. Nous avons uni la voix de 27 associations pour que le texte soit mis à l'ordre du jour dans le cadre d'un courrier au groupe parlementaire, et proposé que nos partenaires soient auditionnés en amont du vote du texte. En parallèle nous avons accompagné la députée Francesca Pasquini dans le cadre de sa proposition de loi sur l'alimentation végétale au sein d'une union inter-associative, avec nos partenaires Assiettes végétales et l'AVF. Nous avons soutenu un colloque de la députée et de Greenpeace sur le sujet, puis organisé la visite d'une cantine scolaire offrant des options végétariennes à Paris à quelques jours du passage du texte en première position au sein de la niche parlementaire.

Témoignage de Keyvan Mostafavi, Assiettes Végétales :

“L'accompagnement de CAP a été irréprochable. Je pense même qu'il a été nécessaire pour que je puisse faire ma transition vers le plaidoyer. Sans le soutien de CAP, j'aurais certainement été beaucoup plus désorienté. Merci de permettre aux associations de faire le lien avec les politiques et de se former au plaidoyer. Je trouve votre action nécessaire pour notre mouvement.”



## 6. Projet Loi Finances : 26 amendements déposés.

Dans le cadre du Projet de Loi de Finances (PLF) et après consultation de nos ONG partenaires, nous avons transmis leurs propositions d'amendements aux députés. Fait rare, ils ont tous été déposés, donnant lieu à 26 amendements. Malheureusement, l'utilisation du 49.3 n'a pas permis que ces amendements figurent dans le texte promulgué par le gouvernement.

## 7. Participation aux réunions ministérielles sur la loi d'orientation et d'avenir agricoles.

CAP a représenté ses ONG partenaires durant les six mois de concertation nationale préalable à la présentation d'un projet de loi sur l'avenir de l'agriculture française, notamment au sein du sous-groupe sur l'élevage. Nous avons également demandé et obtenu du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire que nos partenaires intéressés par les thématiques traitées puissent rejoindre la concertation. Ce texte s'inscrit en parallèle de la révision de la législation européenne sur le bien-être animal, que nous suivons avec attention.



## 8. Organisation de 3 Rencontres CAP entre ONG et parlementaires.

Au cours de l'année, trois Rencontres CAP ont été organisées, qui ont chacune rassemblé une trentaine de parlementaires, collaborateurs et élus locaux.

La première Rencontre, qui s'est tenue le 26 octobre 2022, a permis aux parlementaires de bénéficier de l'expertise des ONG et des retours d'expérience d'élus locaux, afin d'identifier les prochaines actions politiques favorisant la transition vers une alimentation responsable.

Le 8 février 2023, des tables thématiques couvrant tous les sujets relatifs à la condition animale en France (animaux sauvages, biodiversité, élevage et alimentation, animaux de compagnie, captivité et corrida) ont permis aux ONG et parlementaires présents d'échanger sur les prochaines opportunités d'actions sous forme de groupes de travail.

Enfin, la question « Quel élevage pour demain ? », a été au centre des discussions de la dernière Rencontre CAP du 28 juin 2023 permettant aux ONG de proposer aux décideurs politiques des actions pour un élevage plus respectueux de l'animal, de l'environnement et de l'humain. Conditions de transport, reconversion des éleveurs, interdiction des cages sont autant de sujets qui ont pu être abordés à l'occasion de cet événement clôturant l'année.

Ces temps forts permettent aux ONG de créer du lien avec les parlementaires et sont une occasion de revenir en profondeur sur leurs demandes politiques.

“Ce genre de rencontre c'est vraiment important car ça permet aux organisations et aux parlementaires de se rencontrer et de créer des liens et aussi de se rendre compte de l'intérêt de certains parlementaires sur des questions.”

Capucine Meyer - Humane Society International / Europe



## 9. Dépôt d'une proposition de résolution européenne sur l'expérimentation animale.

Nous avons accompagné le député Vincent Ledoux dans l'élaboration d'une proposition de résolution européenne portant sur le développement des méthodes alternatives à l'expérimentation animale. Le texte a été déposé à l'Assemblée nationale, nous travaillons désormais à sa mise à l'ordre du jour.

## 10. Réseau CAP municipal : 5 rencontres thématiques entre élus locaux et ONG.

Depuis 2020, le Réseau CAP Municipal permet aux élus ayant une délégation à la condition animale dans leur municipalité d'échanger sur leurs problématiques et d'apprendre de l'expertise des ONG partenaires de CAP.

Ce réseau, animé par une équipe bénévole, permet à plus de 50 élus locaux d'échanger via une plate-forme mais également lors de rencontres thématiques en visioconférence.

Cette année, nos bénévoles ont organisé 5 rencontres thématiques pour permettre aux ONG de mieux comprendre les enjeux de l'échelon municipal et fournir aux élus locaux de nouveaux leviers pour agir sur la condition animale. Parmi les thématiques abordées, le bien-être animal dans les marchés publics, les repas végétariens, la charte de l'animal en ville ou encore les voies d'implications des ONG à l'échelle municipale.





## Les ONG partenaires de CAP





CAP

CONVERGENCE - ANIMAUX - POLITIQUE



[contact@convergence-animaux-politique.fr](mailto:contact@convergence-animaux-politique.fr)

[convergence-animaux-politique.fr](https://www.convergence-animaux-politique.fr)

Ne pas jeter sur la voie publique.